



**CSAM du 28 mars 2024**

### **Déclaration liminaire**

L'UNSA a publié le premier indice du moral des salariés. C'est une étude mensuelle qui porte sur plusieurs thématiques comme les perspectives de carrière, les salaires, la motivation, l'ambiance au travail...

En dépit d'une situation parfois difficile, les salariés considèrent à peine positivement leur moral, avec un indice de 5,7/10 en février et 5,6/10 en mars. Est mise en exergue une vision négative des salaires et des perspectives de carrière... peu surprenant !

**L'UNSA condamne l'absence de toute perspective de mesures générales d'augmentation des rémunérations des agents publics dans un contexte d'inflation encore soutenue après les dernières annonces de Stanislas GUERINI, le ministre de la Fonction publique venant de préciser qu'il ne prévoyait pas de nouveau geste salarial en 2024.**

### **Encore trop d'inégalités**

Malgré les effets d'annonces gouvernementales de faire de la cause des femmes la grande cause du quinquennat, les inégalités persistent dans le travail, dans les foyers et dans la société. Les discours masculinistes se renforcent dans la sphère publique, prônant un retour aux « vraies valeurs » et à un sexisme décomplexé. Le Haut Conseil à l'Égalité, dans son rapport annuel, fait le constat que le sexisme s'aggrave d'année en année. Le poids de la parentalité, incluant la double journée et la charge mentale, pénalise la carrière des mères, accentuant encore les inégalités salariales. Tout est à craindre concernant l'émancipation des femmes, lorsque le président parle de « réarmement démographique » alors que les conditions de travail et de vie des femmes sont l'impensé des politiques publiques.

**Alors, après le 8 mars, journée internationale des droits des femmes et de sa traditionnelle mobilisation, l'UNSA revendique encore et toujours une reconnaissance de tous les agents du service public.**

## **Notre Pôle ministériel sacrifié**

### **L'UNSA ne cautionne pas la décision unilatérale qui impose à notre Pôle ministériel de fournir 20% des économies budgétaires.**

Les établissements publics sont une nouvelle fois fortement impactés alors que certains sont déjà au bord du gouffre.

Le gouvernement vient d'annuler plus de deux milliards d'euros sur la mission "écologie, développement et mobilités durables" et plus particulièrement sur le programme 159 "Expertise, informations géographique et météorologiques" commun à l'IGN, Météo-France et le Cerema, qui prévoit une annulation de 11 227 596 euros (à l'euro près).

Météo France subit encore une baisse de crédits accompagnée d'une baisse d'effectifs soupçonnée ! Les agents n'en peuvent plus, même les plus aguerris sont à la limite du burn-out ! Les coups de rabot perpétuels ne permettent plus aujourd'hui de répondre à la mission de service public et aux enjeux liés au réchauffement climatique.

L'UNSA est également très inquiète et très préoccupée par les annulations de budget qui vont impacter les domaines forestier et géographique de l'IGN.

En ce qui concerne plus particulièrement notre conséquent ordre du jour, nos interventions se feront au fur et à mesure du déroulé de la séance.